



# L'échec de l'euro serait un désastre

**Joschka Fischer**

L'ex-vice-chancelier allemand plaide pour un alignement des politiques économiques et sociales au sein de l'Union.



DESSINS : CLAREFOND

Récemment de retour en Europe après six jours aux États-Unis, je me suis demandé pour la toute première fois en lisant les articles de presse sur la crise irlandaise si l'euro – et donc l'Union européenne – pouvait sombrer. Au plus fort de la crise irlandaise, les chefs d'État européens ont, malgré leur objectif déclaré de sauver l'euro, provoqué un surcroît de nervosité et de volatilité des marchés financiers, exacerbant ainsi la crise.

L'Allemagne a apporté sa contribution à l'aggravation de la situation en déclarant que le secteur privé devait assumer une partie des pertes en cas de crise, à partir de 2013. La raison de cette déclaration, en pleine crise irlandaise, reste le secret d'Angela Merkel mais doit vraisemblablement tenir à des considérations de politiques nationales.

La mise à contribution du secteur privé est, en effet, une idée populaire en Allemagne. Il serait toutefois plus productif de mettre en œuvre cette politique que de l'annoncer deux ans à l'avance.

Où que l'on regarde, le prix de l'Europe est ces jours-ci calculé en euros et en centimes, et non plus en dividendes politiques et historiques. Si la plupart des dirigeants allemands se considèrent proeuropéens, il n'est plus possible d'ignorer le changement fondamental d'orientation stratégique de la politique européenne de l'Allemagne.

Objectivement, la tendance est à une « Europe allemande », un choix qui n'a aucune chance de succès.

L'échec de l'euro – et donc de l'Union européenne et du Marché commun – serait le plus grand désastre paneuropéen depuis 1945. Croire qu'il est possible d'imposer une stabilité au moyen de seules règles, réglementations et sanctions bureaucratiques dans une zone euro avec des économies à plusieurs vitesses se révélera être une idée fautive.

Une réelle stabilité de la zone euro présuppose un alignement macroéconomique qui nécessite à son tour l'intégration politique d'une union économique qui fonctionne.

Des alignements échelonnés des politiques économiques et sociales (comme l'âge du départ en retraite), de nouveaux systèmes d'équilibrage (des obligations européennes

comme instrument de transfert) et un mécanisme efficace de stabilité sont tous nécessaires pour sauvegarder la monnaie unique. Ce dont la zone euro a besoin aujourd'hui n'est pas d'un nouveau traité de Maastricht, mais d'un nouvel appel Giscard-Schmidt. Ce genre d'initiative

– l'échec de l'euro – est inacceptable tant pour l'Allemagne que pour la France.

Tout dirigeant politique de la zone euro – dont la principale préoccupation est aujourd'hui d'être réélu – peut être certain d'une défaite électorale en répondant à ce défi historique d'une union.

« Croire qu'il est possible d'imposer une stabilité de l'Union au moyen de seules règles, réglementations et sanctions bureaucratiques dans une zone euro avec des économies à plusieurs vitesses se révélera être une idée fautive »

a besoin du soutien de la France et de l'Allemagne, parce que la crise ne peut être résolue sans eux.

La chancelière allemande Angela Merkel devra expliquer l'amère vérité aux Allemands, qui est que l'avantage de l'euro implique inévitablement un transfert et une union économique, tandis que le président français Nicolas Sarkozy devra faire comprendre le prix d'une véritable stabilité et union économique aux Français. Le risque politique de ces premiers pas vers une union n'est pas négligeable pour les deux chefs d'État, mais l'alternative

Mais les priorités de l'Europe passent avant tout le reste face à cette crise – même au risque de perdre le pouvoir. D'un autre côté, prendre cette initiative historique aurait toutes les chances, comparé à des manœuvres tactiques timorées, de sérieusement augmenter par la suite les chances de réélection d'un politicien.

Mais l'Europe ne manque pas de politiciens. Ce dont elle a urgemment besoin aujourd'hui, c'est de véritables chefs d'État.

(Traduit de l'anglais par Julia Gallin).  
Copyright : Project Syndicate / Institute for Human Sciences, 2010.

# Evgeny Morozov : « WikiLeaks va bientôt découvrir que sa stratégie n'a aucun effet »

Pour l'auteur, biélorusse, chercheur à l'université de Stanford et blogueur, le risque de restriction des libertés sur Internet est un échec pour la stratégie de « transparence » poursuivie par le site.



LE FIGARO. – Depuis mercredi, le collectif Anonymous multiplie les cyberattaques contre les sites qui ont lâché ou qui font barrage à WikiLeaks. Que se passe-t-il ? Evgeny MOROZOV. – WikiLeaks appartient à un écosystème, beaucoup plus large, de groupes qui sont de plus en plus mécontents de leur gouvernement, notamment parce que ceux-ci instaurent des lois strictes sur les droits d'auteur ou parce qu'ils les jugent trop opaques. Ce sont des organisations non structurées, anonymes, décentralisées qui agissent de façon très erratique. Pour eux, la façon dont Julian Assange est traité est une attaque politique ; l'accusation de viol, le moyen de restreindre la liberté sur Internet. Le cas WikiLeaks sert de déclencheur. Ces groupes avaient l'habitude d'attaquer des entités comme l'Église de scientologie ou des entreprises. Ils ont les moyens et l'expérience des attaques. Ils les utilisent maintenant pour une cause qui leur semble juste : attaquer les sites qui ont cessé de travailler avec WikiLeaks, le tribunal ou le gouvernement suédois, Joe Lieberman ou Sarah Palin. Je ne pense pas que cela soit pensé de façon stratégique. C'est juste un groupe d'adolescents de plus en plus énervés. C'est de la contestation menée virtuellement. Autrefois, ils auraient lancé des cocktails Molotov sur le parvis du tribunal. Cela étant, ils n'aident pas la cause de WikiLeaks : que des

cybergroupes puissent lancer des attaques contre les sites de cartes bancaires, ceux-là mêmes qui permettent à l'économie mondiale de fonctionner, est très inquiétant pour nombre de politiciens américains. Bien plus que le fait que WikiLeaks ait des télégrammes diplomatiques. Du coup, il est très probable que les attaques lancées

« WikiLeaks croit aux Lumières, que les idées ont vraiment du pouvoir, qu'exposer les idées est suffisant pour changer le monde. J'adorerais y souscrire, mais non »

ces jours-ci par le collectif Anonymous en faveur de WikiLeaks ne fassent qu'activer une réponse encore plus radicale contre WikiLeaks. D'ailleurs cette dernière vient de se démarquer par rapport à ces attaques. C'est un signe de maturité politique. WikiLeaks se professionnalise.

Assistons-nous à l'émergence d'un mouvement politique alternatif mené par les « pros » de la technologie ? Les geeks ont du pouvoir aujourd'hui car ils savent où sont les points d'inflexion et de faiblesse de l'infrastructure Web. Ils savent comment bloquer ou boucher ces points si besoin. Je ne sais pas si cela

correspond à une force politique, étant entendu comme la capacité à influencer les lois. WikiLeaks est l'entité la plus « romantique » de cet Internet-là, mais sa vision politique n'est pas sophistiquée. Elle va bientôt découvrir que sa stratégie (révéler les données pour influencer positivement les gouvernements) n'a pas d'effet – même le fait que les diplomates soient chargés d'espionner les représentants de l'ONU n'est pas vraiment un scandale aux États-Unis – si ce n'est des effets contraires à ce qu'elle chercheait. En janvier 2010, Hillary Clinton était le chantre de l'Internet libre. En décembre, elle tente de faire taire l'Internet. « L'effet WikiLeaks », c'est que tout le monde surréagit et s'autodétruit. La relation entre la mise à disposition de données et le changement politique n'est pas aussi directe que WikiLeaks le pense. Pour créer le changement politique, il faut être très stratégique. La plupart des gens chez WikiLeaks n'ont aucune formation politique. Ce sont des « pros » de la techno avec des vues très affirmées sur le rôle de la transparence des données. Ils croient aux Lumières, que les idées ont vraiment du pouvoir, qu'exposer les idées est suffisant pour changer le monde. J'adorerais y souscrire mais, non. Ce n'est pas la technologie qui est importante, mais la façon dont les gouvernements réagissent et interagissent. La vraie raison pour laquelle WikiLeaks émerge comme mouvement, ce n'est pas grâce à la force de leurs idées, mais parce que les États-Unis ou d'autres

pays justement surréagissent. Bien sûr la publication des mémos diplomatiques va changer la façon dont on conduit la diplomatie en Occident, mais pas de la manière dont WikiLeaks l'entendait. On risque de voir les libertés sur Internet se restreindre, la sécurité nationale devenir encore plus puissante et tout cela est un échec pour WikiLeaks.

Justement, maintenant que Julian Assange est arrêté, que va-t-il se passer ? Finalement, tout dépend de la réaction du gouvernement américain. Si les autorités traduisent Julian Assange en justice elles-mêmes (on le saura a priori autour du 14 décembre), cela va décupler l'aspect politique de cette affaire. Il faut s'attendre alors à davantage d'attaques sur Internet, le retour du sentiment anti-américain qui a prévalu au pire des années Bush, des boycotts de produits américains, même des services Internet fournis par des sociétés américaines. Si les États-Unis ne traduisent pas Assange en justice, les choses vont se calmer un peu. La vraie question est : que veut Julian Assange lui-même ? Radicaliser son mouvement ? Devenir le Che Guevara du XXI<sup>e</sup> siècle ? Dans ce cas, il cherchera à être envoyé aux États-Unis, il voudra devenir un martyr pour faire que son mouvement compte beaucoup plus.

PROPOS RECUEILLIS PAR FLORE VASSEUR  
\* Son livre « The Net Delusion : How Not to Liberate the World » paraîtra en janvier 2011 aux Éditions Public Affairs.

LE FIGARO  
CROISIÈRES

SICILE • GRÈCE • CHYPRE • SYRIE • LIBAN • MALTE

Croisière littéraire 2011

DU 12 AU 25 MAI 2011  
A partir de 1710 €  
TOUT COMPRIS

À bord du Marina, un navire convivial

EXCLUSIVITÉ LE FIGARO

Des conférences animées par :

- Irène Frain, Écrivain
- Yasmina Khadra, Écrivain
- Frédéric Vitoux, Membre de l'Académie française
- Jean-Michel Salvador, Directeur délégué de la rédaction du Figaro

Et des animations littéraires : ateliers, salon de lecture...

Pour recevoir GRATUITEMENT et sans engagement la documentation, téléphonez au :

**0800 034 272**  
Précisez le code : 3727 (appel gratuit depuis un poste fixe)